



Coordination anti-bassines 86

Communiqué de presse



Communiqué de presse de la Coordination anti-bassines 86

9 juillet 2018

Irrigation : voie libre pour un projet de territoire

Le Conseil Régional de Nouvelle Aquitaine ne financera pas en l'état le programme de 41 bassines sur le bassin du Clain porté par quelques irrigants et la Chambre d'Agriculture. L'Agence de l'Eau Loire-Bretagne diffère également sa décision.

C'est une victoire du débat démocratique. Désormais, la voie est ouverte pour construire collectivement, et en toute transparence, un véritable projet de territoire tourné vers l'avenir.

Travaillons sur l'ensemble de la chaîne agroalimentaire pour prendre en considération les attentes et des besoins de la population en matière de productions et de systèmes agricoles.

Dans cet objectif, la place de l'irrigation peut être évaluée. La ressource la permet-elle ? Comment la partager équitablement ? Comment, à l'heure du changement climatique, économiser l'eau pour sécuriser l'alimentation en eau potable et sauvegarder les milieux aquatiques ? Quels modèles agricoles développer pour recréer de l'emploi et dynamiser le monde rural ? Alors seulement, l'irrigation trouverait sa place dans un projet cohérent.

L'argent public ne peut pas financer à l'aveugle des prélèvements hivernaux massifs en nappes qui risqueraient de mettre à sec cours d'eau et zones humides. Il ne peut pas financer des cultures irriguées intensives qui aggraveraient la pollution des eaux par les nitrates et les pesticides.

Il doit en revanche financer en urgence la réduction des apports en azote et l'abandon des pesticides dans les aires d'alimentation des captages d'eau potable. Il doit accompagner ces changements par des aides conditionnées à la mise en œuvre des engagements et au suivi des résultats.

Il faut que l'aide financière aboutisse à ceux qui travaillent réellement à la préservation des ressources naturelles. C'est un enjeu urgent et décisif du projet de territoire auquel nous voulons contribuer.

Membres de la Coordination anti-bassines 86

Signataires : ACEVE, ADEMA, Alternatiba Poitiers, APIEEE, ASPECT, Attac 86, Bien Vivre en Val de Boivre, Confédération Paysanne, Espri' Kolibri Châtelleraut, Les Amis de la Pallu, Les Amis de la Terre, Points de vue citoyens, Terre de Liens, Vienne Nature, Vivrenclain.

Soutenus par : Europe Écologie Les Verts, France Insoumise, Osons Poitiers, PCF, Parti de Gauche, Parti Socialiste de Migné-Auxances.